



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

L'an deux mille vingt-deux, le dix-sept novembre à dix-huit heures, le Conseil s'est réuni à la salle Raymond LAVOGEZ (COSEC 1) à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 10 novembre 2022, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

Etaient présents : Tous les conseillers communautaires titulaires en exercice, à l'exception de :

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Philippe COUSIN a donné pouvoir à **Jean-Claude ALLEXANDRE**
Gaston CALLEWAERT a donné pouvoir à **Rose-Marie DELPORTE**
Claudine TORABI a donné pouvoir à **Jocelyne CAULIER**
Michel KUCHARSKI a donné pouvoir à **Jean-Marie MICHAULT**
Jean-Jacques OPRESKO a donné pouvoir à **Pierre-Georges DACHICOURT**
Mélanie WATEL a donné pouvoir à **Jean-Luc BOUVIER**
Josiane BOUTOILLE a donné pouvoir à **Charles LANQUETIN**
Benoît ROUZE a donné pouvoir à **Hubert DOUAY**
Anthony JOUVENEL a donné pouvoir à **Daniel FASQUELLE**
Thierry SAMIEC a donné pouvoir à **Claude COIN**
Hubert DEGREVE a donné pouvoir à **Bruno DELENCLOS**
Jeannine SAMASSA a donné pouvoir à **Joel LEMAIRE**
Jean-Claude GAUDUIN a donné pouvoir à **Valérie DELORME**

Etaient excusés et représentés par un suppléant :

Michel HEDIN représenté par **Bernard ELOY**
Daniel THILLIEZ représenté par **Yvon JESTIN**

Etaient absents excusés et non représentés :

Sébastien BETHOUART, David CAUX, Daniel DUBOIS, Jean-Pierre LAMOUR, Juliette BERNARD, Didier BRICOUT

Secrétaire de séance : **Marc BRIET**

Bruno DELENCLOS est arrivé à 18h13 avant la délibération n° 2022-301
Amélie JANKOWSKI est arrivée à 18h17 avant la délibération n° 2022-302
Hubert MAQUAIRE est arrivé à 18h21 avant la délibération n° 2022-322
Jean-Paul DELONGUEVAL a quitté la séance à 18h38 avant la délibération n° 2022-337

Fin de la séance : 18h45



Numéro de l'acte	2022-323
Nature de l'acte	Délibération
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Planification - Approbation de la modification de droit commun du PLU de la commune de Longvilliers

• Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois sur avis du Bureau,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.153-36 et suivants, R. 104-12, R153-20 et suivants ;
- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 07 décembre 2007 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu l'avis favorable au lancement de la procédure de la commission n°2 du 07 janvier 2021 ;
- Vu l'arrêté n° 2021-36 en date du 25 février 2021 portant engagement de la modification du PLU communal ;
- Vu la saisine de l'autorité environnementale en date du 03 mars 2022 sur le projet de modification du PLU communal ;
- Vu la notification du projet de modification du PLU de Longvilliers aux personnes publiques associées mentionnée aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme ainsi qu'à la commune de Longvilliers en date du 04 mars 2022 ;
- Vu l'avis de non soumission à évaluation environnementale rendu par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) en date du 03 mai 2022 ;
- Vu l'avis réservé de la Chambre d'Agriculture en date du 04/04/22, les avis sans remarque du conseil départemental en date du 04/04/22 et du conseil régional en date du 29/03/22 et les retours réputés favorables des autres personnes publiques associées et de la commune ;
- Vu l'arrêté n°2022-16 en date du 03 juin 2022 portant organisation d'une enquête publique sur le projet de modification du PLU de la commune de Longvilliers ;
- Vu le procès-verbal de synthèse faisant état des observations du public fourni par le commissaire enquêteur en date du 02 août 2022 ;
- Vu le mémoire en réponse de la CA2BM en date du 02 août 2022 ;
- Vu l'avis favorable avec réserve du commissaire enquêteur en date du 18 août 2022 ;
- Considérant que l'enquête publique s'est déroulée en mairie de Longvilliers (seule commune concernée) ;
- Considérant que l'ensemble des modalités définies dans l'arrêté du Président n°2022-16 a été respecté (affichage, parutions, avis informant le public...) ;

- Considérant que le dossier de modification présentant l'exposé des motifs ainsi qu'un registre permettant au public de formuler ses observations ont été mis à la disposition du public en mairie de Longvilliers du lundi 27 juin 2022 au vendredi 29 juillet 2022 inclus et sur le site internet de la CA2BM ;
- Considérant que 2 observations ont été inscrites sur le registre d'enquête ;
- Considérant que 2 personnes se sont présentées à la permanence d'accueil du commissaire enquêteur ;
- Considérant que 2 contributions ont fait l'objet d'une modération partielle ou complète et que l'ensemble des observations a été publié sur le site internet de la CA2BM au fur et à mesure ;
- Considérant qu'à l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a remis son procès-verbal de synthèse faisant état des observations du public auxquelles la CA2BM a répondu ;
- Considérant que les réponses aux observations du public figurent dans le mémoire en réponse de la CA2BM établi le 02 août 2022 ;
- Considérant les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur en date du 18/08/2022 où figurent notamment les remarques du commissaire enquêteur par rapport aux avis des personnes publiques associées et du public ;
- Considérant que le commissaire enquêteur a émis un avis favorable avec une réserve. Cette dernière concerne la modification du périmètre de l'OAP pour être conforme au périmètre du plan de zonage modifié (extension du secteur Nv Impasse de la Couture : zone naturelle de préservation du fond de vallée).
- Considérant qu'il convient ainsi de modifier le périmètre de l'OAP en supprimant la partie située Impasse de la Couture afin d'obtenir un périmètre d'OAP identique à la zone 1AU modifiée ;
- Considérant, de plus, que le commissaire enquêteur a formulé deux observations :
 - supprimer la disposition relative à la Dordonne au sein de l'article 1AU6 du PLU : *« 2/Par rapport à la Dordonne : aucune construction ne peut être implantée à moins de 10 mètres de la berge des cours d'eau. »*
Le paragraphe « 2/Par rapport à la Dordonne » est caduque puisque le périmètre de l'OAP est réduit. La Dordonne se trouve à l'écart de la zone OAP d'un peu plus de 50 mètres. De plus, il n'y a pas d'autres zone 1AU au sein du PLU de la commune. Il convient ainsi de supprimer ce libellé ;
 - Une erreur matérielle au sein de l'article 1AU11 : emploi de la notion « emprise au sol » en lieu et place de « surface hors œuvre brute ».
- Considérant qu'au terme de l'enquête publique et compte tenu des résultats, des observations du public et des avis des personnes publiques associées, la CA2BM peut être amenée à modifier de manière non substantielle le dossier ;
- Considérant qu'il y a lieu de procéder aux modifications non substantielles précédemment citées ;

**Après avoir entendu l'exposé du rapporteur et en avoir délibéré,
Le conseil communautaire décide :**

- d'approuver le projet de modification du PLU de la commune de Longvilliers, modifié pour prendre en compte la réserve et les observations du commissaire enquêteur, telles qu'annexées à la présente délibération.

Conformément aux articles R 153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet :

- d'un affichage en mairie de Longvilliers ainsi qu'au siège de la CA2BM durant un mois ;
- d'une mention dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département ;
- d'une publication au recueil des actes administratifs.

Le dossier de la modification du plan local d'urbanisme sera tenu à la disposition du public à la mairie de Longvilliers ainsi qu'au siège de la CA2BM aux jours et heures habituels d'ouverture. Les conclusions du commissaire enquêteur seront mises en ligne sur le site internet de la CA2BM et le PLU opposable sera mis en ligne également.

La délibération deviendra exécutoire à compter de la dernière publication.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – 59000 LILLE) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Adopté à l'Unanimité

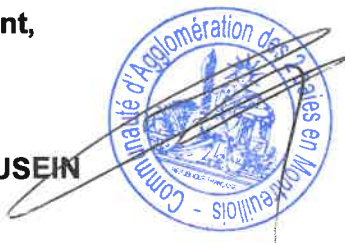
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20221117-2022-323-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/11/2022

Affichage : 18/11/2022